

Des pays riches en ressources naturelles, malades de leur développement

Un des paradoxes les plus frappants de la croissance moderne est ce que l'on appelle communément « la malédiction des ressources » (*resource curse*). Depuis 1965, les pays les plus riches en ressources naturelles ont enregistré en moyenne une croissance économique plus faible. Ainsi, ce qui devrait être une chance, un levier providentiel pour le développement est souvent perçu sinon comme un frein à la croissance, du moins comme une complication à la mise en pratique d'une stratégie de développement viable.

Un point de départ crucial de notre point de vue est que la « malédiction des ressources » n'en est pas une ; autrement dit, ce n'est point une fatalité. Ainsi, une étude de la Banque Mondiale en 1994 montre que 5 des 8 pays les plus riches au monde en ressources naturelles se trouvent parmi les 15 premiers pays en termes de revenu national. Et des contre-exemples frappants à la « malédiction des ressources » sont bien connus, tel le Botswana, république diamantaire d'Afrique australe ayant enregistré des taux de croissances sans équivalent au monde depuis 1960. Le Brésil et le Chili, en Amérique Latine, la Malaisie ou la Thaïlande en Asie, et les pays scandinaves sont d'autres contre-exemples bien connus dans la littérature économique.

Qu'est-ce qui différencie le Botswana du Nigéria ? Ou le Brésil de l'Algérie ? Il faut tenir compte de deux aspects : la gouvernance et l'effort dans le secteur éducatif. Le premier permet de calibrer dans quelle mesure l'exploitation des ressources naturelles a été préservée des comportements de captation de rente et de corruption, le second permet de mesurer immédiatement dans quelle mesure l'investissement de long terme (qu'est par excellence, l'investissement en capital humain) est privilégié. A cette aune, selon le premier critère, le Botswana est le pays le moins corrompu d'Afrique (selon le Corruption Perception Index, 2011) alors que le Nigéria fait partie des pays les plus corrompus du monde, le constat étant encore plus sévère selon le second critère. Le Botswana dépense près de 8% de son PIB en éducation en 2009, pourcentage supérieur même à celui des pays scandinaves qui font référence en la matière !

La comparaison entre le Brésil et l'Algérie est également intéressante du point de vue de l'analyse du lien entre richesses naturelles et désindustrialisation. Le Brésil a mis en place une stratégie d'industrialisation globale en amont et en aval du secteur d'extraction autour de l'entreprise étatique énergétique, Petrobras, avec la réussite que l'on sait. En Algérie,

l'activité économique finit par être phagocytée par le secteur d'extraction. Une mécanique de déstructuration industrielle méthodique est mise en œuvre au prétexte de la privatisation nécessaire du secteur industriel, et le fleuron du secteur énergétique, Sonatrach, est inapte à jouer le rôle de locomotive du renouveau industriel joué par Petrobras au Brésil.

De ces deux comparaisons simples développées ci-dessus transparaissent les déterminants profonds de la « malédiction des ressources » : ce sont d'abord et avant tout, des déterminants d'ordre institutionnel. Que l'abondance des ressources naturelles suscite de fortes incitations à des pratiques de captation de rente est une évidence. Il est tout aussi évident que ces incitations ne finissent par miner durablement le processus de développement économique qu'en l'absence d'institutions politico-économiques stables, fortes, et suffisamment ouvertes pour éviter que des minorités ou des élites auto-proclamées ne se perpétuent à la tête de la bonne fortune de ces pays.

Raouf Boucekkine, économiste, Aix-Marseille Université et UCL, Greqam

Des pays riches en ressources naturelles, malades de leur développement

Conférence de Raouf Boucekkine, économiste

Mardi 24 janvier 2012 – 18h30 – Bibliothèque départementale de prêt, ABD Gaston Defferre, 18-20 rue Mirès – 13003 Marseille. Tramway : Ligne 2 – station Euromed-Arenc

À l'écoute des sciences sociales, cycle de conférences mensuelles organisées dans le cadre d'un partenariat entre la Bibliothèque Départementale de Prêt, *ABD Gaston Defferre* et les laboratoires de l'EHESS implantés à la Vieille-Charité, à Marseille : le Centre Norbert Elias, laboratoire d'histoire, de sociologie et d'anthropologie, le Greqam, laboratoire d'économie et l'Idep, un réseau de chercheurs en économie publique créé par le Greqam.